



Cofinancé par  
l'Union européenne

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



## APPEL A PROJETS FEDER 2024

Programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027  
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
**OS 2 – Osp 2.1.**

**« Soutien aux travaux de rénovation énergétique performante  
des ensembles de logements sociaux »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => [europe.maregionsud.fr](https://europe.maregionsud.fr)

*Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection  
validés par le Comité de suivi interfonds du 12 décembre 2022*

### **Codification E-synergie :**

|                     |   |
|---------------------|---|
| Territoire * :      | Région SUD  |
| Programme * :       | Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027   |
| Appel à projet * :  | 136-1 - Rénovation énergétique ensembles de logements sociaux (1)   |
| Codification * :    | PR02 - RSO2.1_RénovationEnergétique : Soutenir des projets de rénovation énergétique répondant à l'approche globale de qualité environnementale du bâtiment |
| Service Guichet * : | Guichet STJEE   |

## TABLE DES MATIERES

|  |    |
|--|----|
| 1. LE CONTEXTE .....   | 4  |
| 2. LES OBJECTIFS ET LES ACTIONS SOUTENUES.....                             | 4  |
| ➤ 2.1 Objectifs.....   | 4  |
| ➤ 2.2 Actions soutenues .....  | 5  |
| 3. L'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT .....           | 5  |
| 4. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS .....                         | 6  |
| ➤ 4.1. Les bénéficiaires et bâtiments.....                                 | 7  |
| 4.1.1. Les bénéficiaires .....   | 7  |
| 4.1.2. Les bâtiments.....  | 7  |
| ➤ 4.2 La thématique.....   | 8  |
| 1) Un niveau de performance énergétique BBC rénovation a minima .....      | 8  |
| 2) Le changement d'au moins une classe énergétique: .....                  | 9  |
| 3) La prise en compte du confort d'été .....                               | 9  |
| ➤ 4.3 Le lieu de réalisation.....  | 10 |
| ➤ 4.4 Le démarrage et la temporalité de l'opération .....                  | 10 |
| 5. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT ..... | 10 |
| ➤ 5.1. Les catégories de dépenses .....                                    | 10 |
| ➤ 5.2 Le plan de financement .....   | 11 |
| 6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS.....                              | 12 |
| 7. LES INDICATEURS.....  | 14 |
| 8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE .....                                       | 17 |
| ➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers .....                            | 17 |
| ➤ 8.2 Le portail e-Synergie.....   | 17 |
| ➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets.....                              | 18 |
| ➤ 8.4 Les contacts et renseignements .....                                 | 18 |
| 9. LES MODALITES DE SELECTION .....  | 19 |
| ➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention.....                | 19 |
| ➤ 9.2 Instruction .....  | 19 |
| ➤ 9.3 Présentation en comité de programmation .....                        | 20 |
| ➤ 9.4 Décision de l'autorité de gestion.....                               | 20 |
| 10. LES MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE .....           | 20 |
| 11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES .....   | 21 |
| ➤ 11.1 Respect du principe de pérennité .....                              | 21 |
| ➤ 11.2 Respect du droit applicable .....                                   | 21 |
| ➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne.....           | 22 |
| ➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération .....                               | 22 |

|   |    |
|---|----|
| 12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION .....                          | 22 |
| ➤ 12.1 Respect de la confidentialité .....                                  | 22 |
| ➤ 12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel .....     | 22 |
| ANNEXES   | 24 |
| ANNEXE I - Etude réglementaire thermique (réglementation RT Existant) ..... | 25 |
| ANNEXE II - Exemple de calcul pour les indicateurs.....                     | 26 |
| ANNEXE III – Simulation Thermique Dynamique (STD).....                      | 29 |

## 1. LE CONTEXTE

La Région Provence Alpes Côte d’Azur, en tant qu’Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027.

L’un des leviers stratégiques du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 est constitué par l’objectif stratégique 2 qui vise à préserver les ressources du territoire régional en accompagnant la transition environnementale et énergétique et plus particulièrement de l’objectif spécifique 2.1 : « Favoriser les mesures en matière d’efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre ».

En mobilisant cet objectif spécifique, qui s’inscrit en cohérence avec l’objectif de sobriété et d’autonomie énergétique dans le bâtiment du Plan Climat Régional, la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur ambitionne d’atteindre l’objectif de neutralité carbone en 2050 et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. En effet, cet objectif spécifique vise à soutenir les travaux de rénovation énergétique performante des bâtiments les plus énergivores permettant d’atteindre a minima le niveau de performance énergétique Bâtiment Basse Consommation (BBC) rénovation, en priorité sur les bâtiments publics, ainsi que sur les ensembles de logements sociaux.

Le présent appel à projets cible les travaux de rénovation énergétique performante **des ensembles de logements sociaux**.

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de **20 M€**.

## 2. LES OBJECTIFS ET LES ACTIONS SOUTENUES

### ➤ 2.1 Objectifs

Cet appel à projets vise à soutenir les travaux de rénovation énergétique des ensembles de logements sociaux existants, atteignant **a minima le niveau de performance énergétique « BBC rénovation »** et avec **le changement d’au moins une classe énergétique**.

*Il est à noter que l’obtention du label BBC rénovation n’est pas exigée pour les projets répondant à cet appel à projets, seule la performance énergétique telle que définie au paragraphe 4.2 La thématique devra être atteinte.*

La prise en compte du confort d’été dans les projets soutenus est un point d’attention particulier. En effet, dans notre Région, particulièrement sur le littoral bénéficiant d’un climat méditerranéen, la problématique du **confort d’été** est un impératif à prendre en compte dans la perspective de s’adapter au changement climatique.

La gestion du confort d’été doit passer en priorité par la mise en place de solutions passives et bioclimatiques comme les **protections solaires adaptées**. Celles-ci doivent permettre la ventilation naturelle, l’accès à la lumière et ne pas dégrader de manière significative le bioclimatisme hivernal.

## ➤ 2.2 Actions soutenues

Les actions soutenues sont **les travaux de rénovation énergétique des ensembles de logements sociaux permettant d'atteindre le niveau BBC rénovation.**

Les travaux couverts comprennent notamment :

- l'isolation thermique des parois et le remplacement des menuiseries extérieures,
- les équipements techniques de ventilation, de chauffage et d'eau chaude sanitaire,
- les équipements techniques de régulation et d'équilibrage des installations de chauffage,
- les travaux induits par la réalisation des travaux précités (par exemple, réfection de l'étanchéité des toitures résultant des travaux d'isolation thermique...),
- les équipements de production de chaleur et/ou de froid à partir d'énergies renouvelables (hors réseaux de distribution externe au bâti).

Les projets de rénovation énergétique candidats au présent appel à projets peuvent concerner tout ou partie de ces travaux.

Les dépenses afférentes à ces actions seront estimées sur la base d'un barème standard de coût unitaire par logement (cf. 5.1. Les catégories de dépenses).

## 3. L'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : *« Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. »*

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » : l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence.

En 2016, la Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

En ce qui concerne les services économiques d'intérêt général (SIEG), l'article 106§2 du TFUE prévoit que : *« Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant*

*le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles des traités, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie.».*

L'octroi de compensations de service public peut être soumis à la réglementation en matière d'aide d'Etat. A ce titre, le paquet Alunmia détermine les conditions dans lesquelles l'aide est considérée comme compatible avec le marché intérieur.

Par conséquent, lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de gestion doit vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

S'agissant du présent appel à projets, il cible des projets portés par des **organismes d'habitations à loyer modéré**.

Conformément à l'article L411-2 du code de la Construction et de l'Habitation, ces organismes reçoivent des compensations de service public sous forme d'exonérations fiscales et d'aides spécifiques de l'Etat, octroyées dans le cadre de la décision 2012/21/UE de la Commission européenne, du 20 décembre 2011, relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (paquet Alunmia).

Au titre de cette décision 2012/21/UE, les compensations de service public octroyées à des entreprises qui entrent dans le champ des aides d'Etat sont considérées comme étant compatibles avec le marché intérieur et exemptées de notification, sous réserve que les conditions prévues par ladite décision soient respectées.

Seuls les projets qui s'inscrivent dans le cadre de la décision 2012/21/UE pourront candidater au présent appel à projets.

Aussi, l'organisme d'habitations à loyer modéré devra transmettre au dépôt de son dossier le **mandat** attestant qu'il est effectivement chargé par l'Etat de la gestion de logements sociaux en qualité de service d'intérêt économique général (SIEG) tel que défini à l'article L411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

De surcroît, le service instructeur s'assurera de l'absence de surcompensation via le tableau d'absence de surcompensation à l'instruction du dossier (test prévisionnel), au solde (test actualisé) et a minima tous les 3 ans (entre l'instruction et le solde le cas échéant).

#### **4. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS**

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

## ➤ 4.1. Les bénéficiaires et bâtiments

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

### 4.1.1. Les bénéficiaires

#### **Liste des bénéficiaires éligibles :**

- les établissements publics à caractère administratif sous tutelle des collectivités locales et gestionnaires de logements ;
- les offices publics de l'habitat ;
- les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré ;
- les sociétés anonymes coopératives de production et les sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré.

Lors de leur dépôt de demande de subvention, les bénéficiaires devront obligatoirement transmettre :

- la Convention d'Utilité Sociale de la structure ,
- la convention APL relative à l'ensemble des logements sociaux concernés.

#### **Capacité financière du bénéficiaire<sup>1</sup>**

Tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

#### **Bénéficiaire chef de file et partenaires**

Une opération collaborative<sup>2</sup> est une opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée au prorata des actions réalisées et des dépenses engagées et payées.

**Le montage en opération collaborative est exclu dans le cadre de cet appel à projets.**

### 4.1.2. Les bâtiments

#### **Liste des bâtiments inéligibles :**

- Projets de constructions neuves,
- Projets de réhabilitation de bâtiments actuellement totalement inoccupés,
- Projets cofinancés ou susceptibles d'être cofinancés par un autre dispositif de soutien de l'Union Européenne.

---

<sup>1</sup> Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

<sup>2</sup> Article 2 du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

### **Cas des extensions à un ou des bâtiments existants :**

Les nouveaux logements dans le cas d'extensions ne seront pas comptabilisés pour définir le Coût Total Eligible (CTE).

Le porteur de projet devra fournir des plans de masse, de façade et de niveau par bâtiment afin d'analyser les projets comportant des extensions.

A noter que la restructuration du nombre de logements dans un même volume bâti (division de logements par exemple) ne constitue pas une extension.

## **➤ 4.2 La thématique**

Sont éligibles les projets respectant les conditions cumulatives suivantes :

- Être **a minima en phase Avant-Projet Détaillé (APD)** lors du dépôt de leur candidature,
- Comprendre a minima une des actions définies au paragraphe 2.2 du présent appel,
- **Respecter les trois critères d'éligibilité thématique suivants :**

- 1) Un niveau de performance énergétique BBC rénovation a minima selon les critères décrits ci-dessous :

Pour cet appel à projet, la vérification de l'atteinte du niveau BBC Rénovation se fera sur la base d'une consommation conventionnelle d'énergie primaire d'un bâtiment en projet calculée selon la méthode TH-C-E ex pour les 5 usages conventionnels (Chauffage, refroidissement, production d'eau chaude sanitaire, éclairage et auxiliaires de chauffage) selon la réglementation<sup>3</sup> en vigueur.

**Le calcul devra être réalisé même si le bâtiment n'est pas soumis à cette réglementation (RT Existant global).**

La consommation d'énergie primaire « projet »  $Cep_{projet}$  devra être inférieure ou égale à une valeur en kWh/m<sup>2</sup>.an d'énergie primaire qui s'exprime sous la forme :  $80 \times (a + b)$ .

Il sera donc vérifié que la  $Cep_{projet} \leq 80 (a + b)$ .

Où a et b sont des coefficients définis en fonction des zones climatiques permettant de moduler la consommation du projet en fonction de la rigueur climatique et de l'altitude du projet (voir valeurs en ANNEXE I - *Etude réglementaire thermique (réglementation RT)*).

A noter que **la Cep projet sera considérée sans prise en compte d'une production d'électricité à demeure du bâtiment** (ex : photovoltaïque).

**La vérification du niveau de performance énergétique sera réalisée par bâtiment** sur la base d'une étude réglementaire thermique (RT) qui devra répondre aux exigences développées en ANNEXE I - *Etude réglementaire thermique (réglementation RT)* du présent appel à projets.

---

<sup>3</sup> Arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 mètres carrés, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants qui définit la réglementation thermique pour les rénovations globales.

Nota Bene : la vérification de l'atteinte du niveau de performance énergétique sera également effectuée au moment du solde sur la base d'une étude RT actualisée après les travaux si nécessaire, **afin qu'elle soit représentative des travaux réellement réalisés**. Cette vérification conditionnera le versement de la subvention.

## 2) Le changement d'au moins une classe énergétique:

La vérification de ce critère se fera par bâtiment sur la base de la  $Cep_{initial}$  et  $Cep_{projet}$  calculées par l'étude RT selon l'étiquette énergétique correspondant aux bâtiments de logements collectifs en vigueur.

## 3) La prise en compte du confort d'été

La prise en compte de la problématique du confort d'été sera vérifiée par bâtiment sur la base :

- D'une **Simulation Thermique Dynamique** (STD) sans climatisation (cf. ANNEXE III – Simulation Thermique Dynamique (STD))
- D'une **note justificative décrivant la solution retenue** et mise en œuvre parmi les scénarii de la STD. Cette note détaillera l'ensemble des mesures prévues par le porteur de projet afin de répondre à la problématique du confort d'été.

Parmi ces mesures, il est exigé la mise en place de brise-soleil sur l'ensemble des façades orientées sud et ouest a minima, sauf en cas :

- de non-pertinence ou d'inutilité (par exemple : masques solaires permanents existants faisant déjà de l'ombre sur les façades tels que des bâtiments situés à proximité ou un relief)
- d'impossibilité (par exemple : contre-indication de l'ABF dans le cas de bâtiments se situant dans le périmètre d'un monument historique)

Dans tous les cas, le porteur de projet devra justifier ces cas de figure via la transmission de documents probants.

Le porteur de projets justifiera la mise en place des brise-soleil en fournissant les plans de façades de chaque bâtiment et une notice descriptive ou le CCTP correspondant selon le stade d'avancement de l'opération.

Les brise-soleil devront maintenir une vue sur l'extérieur et permettre une ventilation naturelle.

Exemples de brise-soleil répondant au critère : Brise-Soleils Orientable (BSO), débords, casquettes, auvents, préaux, brise-soleil verticaux, brise-soleils horizontaux inclinés, persiennes, volets à projection.

Ainsi, les protections solaires de type **volets roulants, stores textiles ne seront pas considérés comme validant ce critère**.

Le respect des 3 critères d'éligibilité thématique sera donc évalué **par bâtiment**.

### ➤ 4.3 Le lieu de réalisation

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée sur le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### ➤ 4.4 Le démarrage et la temporalité de l'opération

L'opération peut avoir commencé avant le dépôt d'une demande de subvention européenne.

En effet, les aides accordées aux organismes d'habitations à loyer modéré sous forme de compensations de service public en conformité avec la décision 2012/21/ UE de la Commission du 20 décembre 2011, comme précisé à l'article 3 du présent appel à projets, ne sont pas soumises au principe de l'incitativité.

Cependant, elle devra avoir commencé impérativement après le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

En revanche, est inéligible l'opération achevée à la date de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués.

**La demande de solde devra être présentée au plus tard le 31 décembre 2029.**

## 5. LES CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

### ➤ 5.1. Les catégories de dépenses

L'Autorité de Gestion a mis en place une Option de Coûts Simplifiés (OCS) sous la forme d'un Barème Standard de Coût Unitaire (BSCU) permettant de définir le coût total éligible pour une opération de rénovation énergétique d'un ensemble de logements sociaux atteignant le niveau énergétique BBC. Cette OCS couvre la totalité des coûts éligibles de l'opération.

Le barème a été établi sur la base d'une situation de référence au T1 2021. Les valeurs ont été actualisées pour le présent appel à projets sur la base du dernier indice des coûts à la construction (ICC) disponible à la date de sa publication (ici T4 2023).

Pour cet appel à projets, le coût de rénovation par logement atteignant le niveau de performance énergétique BBC est le suivant :

|                                     | 100 logements ou moins | Plus de 100 logements |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------------|
| $Cep_{initial} \leq 180 kWh/m^2.an$ | 22 773 €/logement      | 18 687 €/logement     |
| $Cep_{initial} > 180 kWh/m^2.an$    | 29 337 €/logement      | 22 283 €/logement     |

Dans le cas d'une opération composée de plusieurs bâtiments sur un même site et ayant des disparités en termes de performances énergétiques, la  $Cep_{initial}$  sera évaluée sur la base d'une pondération surfacique des  $Cep_{initial}$  de chaque bâtiment.  
Voir résultat du calcul de la  $Cep_{initial}$  en ANNEXE 4 – INDICATEURS.

#### Effet de seuil :

Il est attendu que pour un même site géographique, le porteur de projet opère la rénovation énergétique de l'ensemble des logements le composant.

Dans le cas contraire, et afin de se prémunir d'un risque de découpage artificiel d'une opération sur un même site géographique donné, le porteur de projet devra transmettre une note justificative détaillant la nécessité d'un tel découpage.

### ➤ 5.2 Le plan de financement

Pour chaque opération, le coût total éligible est calculé sur la base de l'OCS décrite précédemment. Le **taux d'intervention FEDER non bonifié maximum sera au maximum de 25 % du coût total éligible.**

Afin de favoriser les projets les plus performants et répondant aux objectifs d'une approche environnementale globale, les projets intégrant au moins un des critères suivants pourront bénéficier d'une **bonification du taux de cofinancement FEDER de 5%**, soit un taux d'aide bonifié maximum de 30% du coût total éligible :

- raccordement de l'ensemble des bâtiments regroupant l'ensemble des logements sociaux considérés à un réseau de chaleur public alimenté à plus de 50% par des Energies Renouvelables et de Récupération (EnR&R)
- installation d'un système de production d'énergie renouvelable électrique sur le site de l'ensemble de logements sociaux
- recours à une isolation en matériau biosourcé pour l'ensemble des parois verticales (hors soubassement) des bâtiments constituant l'ensemble des logements sociaux considérés.

Le montant et le taux de cofinancement du FEDER pouvant être accordés à l'opération dépendront le cas échéant :

- du montant des contreparties nationales publiques apportées à l'opération,
- du taux maximum d'aide publique autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat,
- du montant de la surcompensation calculée selon le tableau d'absence de surcompensation.

#### Montant plancher :

**Ne seront programmées que les opérations mobilisant au moins 200 000€ de FEDER**

#### Montant plafond :

**Ne seront programmées que les opérations mobilisant au maximum 1 500 000€ de FEDER**

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds sera vérifié à l'issue de l'instruction du dossier, après ajustement éventuel du plan de financement.

## 6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

| Blocs de critères | Note / 20 | Critères   | Note / 20 | Sous-critères   | Note / 20 | Exemple donné à titre indicatif   |
|-------------------|-----------|--|-----------|---|-----------|---|
| I QUALITE         | 14        | Raison d'être du projet, modalités d'élaboration et cadre de réalisation | 2         | Inscription du projet dans une stratégie globale                                    | 1         | - Ce projet s'inscrit-il dans une stratégie de rénovation énergétique du patrimoine (exemples : diagnostic énergétique du patrimoine bâti, suivi des consommations du patrimoine, études énergétiques réalisées, moyens humains dédiés à la performance énergétique, plan pluriannuel d'investissement dans la rénovation du patrimoine bâti) ?<br>- Le choix du bâtiment est-il justifié au regard du patrimoine (priorisation dans le cadre de la stratégie, autres raisons que techniques) ? |
|                   |           |  |           | Implication des usagers   | 1         | - L'opération fera-t-elle l'objet d'une communication auprès des occupants du site ?<br>- Des actions de sensibilisation aux écogestes et de formation/information après travaux auprès des locataires du site sont-elles prévues ?   |
|                   |           | Appréciation du niveau de maturité du projet                             | 3         | Maturité organisationnelle  | 1         | - Identification des acteurs intervenant sur l'opération<br>- Coordination des acteurs : méthodologie organisationnelle (réunions, etc.) mise en place ou prévue pour assurer la bonne coordination des différents acteurs  |
|                   |           |  |           | Maturité technique  | 1         | - Projet mature<br>- Calendrier de mise en œuvre précis et réaliste sur la globalité du projet<br>- Lancement des demandes d'autorisations administratives nécessaires (permis de construire, ABF, ...)   |
|                   |           |  |           | Maturité financière   | 1         | Niveau d'engagement des cofinanceurs  |
|                   |           | Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire    | 8         | Caractère structurant et plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire | 7         | AMO QE contractée par le MO   |
|                   |           |  |           |   |           | Performance énergétique   |
|                   |           |  |           |   |           | Evaluation de l'impact de la solution retenue de la STD sur le confort d'été  |
|                   |           |  |           |   |           | Projet intégrant des critères donnant lieu à une bonification du taux de financement FEDER  |
|                   |           |  |           | Viabilité et pérennité du projet au-delà du financement européen                    | 1         | L'entretien et la maintenance des équipements/bâtiment post-travaux sont-ils envisagés/prévus (adaptation, renouvellement des contrats, information des locataires) et leur coût estimé ?   |

|                |   |  |   |  |   |   |
|----------------|---|--|---|--|---|---|
| II PERFORMANCE |   | Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/charte des droits fondamentaux | 1 | Prise en compte des enjeux du développement durable, respect des principes de l'égalité hommes-femmes et de non-discrimination au sein de la structure | 1 | Contribution aux principes de développement durable   |
|                |   |  |   |  |   | Contribution aux principes :<br>-d'égalité des chances et non-discrimination<br>- d'égalité femmes/hommes                             |
|                | 6 | Capacité administrative du porteur   | 2 | Moyens humains dédiés à la gestion du dossier  | 1 | Organisation des moyens humains dédiés à la gestion de la demande de financement FEDER  |
|                |   |  |   | Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place   | 1 | Modalités de suivi mises en place :<br>qualité du système de traçabilité des dépenses (comptabilité analytique, comptabilité séparée) |
|                |   |  |   |  |   | Déroulement du/des projet(s) précédent(s) financé(s) par des fonds européens  |
|                |   | Performance financière du projet   | 1 | Capacité financière du porteur de projet   | 1 | Capacité financière   |
|                |   | Contribution du projet aux indicateurs du programme  | 3 | Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du PO                                   | 3 | Contribution à la valeur cible de l'indicateur RCO18.   |
|                |   |  |   |  |   | Contribution à la valeur cible de l'indicateur RCR26.   |
|                |   |  |   |  |   | Contribution à la valeur cible de l'indicateur RCR29.   |

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande de subvention et des éventuels compléments d'information fournis par le porteur lors de l'instruction de celui-ci.

L'annexe 3 du dossier de demande de subvention est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux.

Pour les autres critères, une partie est spécifiquement prévue au point 3 de l'annexe 2 « Description détaillée du projet » du dossier de demande de subvention.

Voir les modalités de sélection au paragraphe 9.2 Instruction.

## 7. LES INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivi à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles,
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de solde les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les indicateurs à compléter au moment de la demande de subvention ainsi que la méthodologie associée sont détaillés dans les tableaux ci-après.

| <b>RCO18 – Logements dont la performance énergétique a été améliorée</b><br>(Indicateur de réalisation) |   |
|---|---|
| <b><u>Cible que la Région doit atteindre en 2029</u></b>  | 1 130 logements rénovés   |
| <b><u>Unité :</u></b>   | Nombre de logements   |
| <b><u>Définition de l'indicateur :</u></b>  | Nombre de logements soutenus pour améliorer la performance énergétique.<br>La performance énergétique améliorée est définie comme suit : changement d'au moins une classe énergétique. La classification énergétique considérée suit la définition du certificat de performance énergétique national, conformément à la directive 2010/31/UE.   |
| <b><u>Méthode de calcul :</u></b>   | La valeur de l'indicateur est la somme des logements soutenus disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique à la suite d'un soutien.<br>Le nombre de logements disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique se calcule par la somme des logements soutenus par des opérations visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique.<br>L'indicateur se rapporte au nombre de logements et non au nombre de ménages. |

|   |   |
|---|---|
|   | Pour un immeuble comportant plusieurs appartements, ce sont les appartements qui doivent être comptabilisés. Les surfaces communes ne sont pas prises en compte.  |
| <b>Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention :</b> | La convention APL et ses avenants (y compris le projet d'avenant reflétant le projet objet de la présente demande) détaillant le type et le nombre de logements par bâtiment.   |
| <b>Pièces justificatives à fournir au moment de la valorisation (solde) :</b>           | Pour être comptabilisé pour cet indicateur, votre projet doit avoir été réalisé (paiement du solde de projet) et vous devez fournir le PV de réception de travaux faisant mention du nombre de logements rénovés ou tout document probant attestant du nombre de logements rénovés. |

| <b>RCR26 – Consommation annuelle d'énergie primaire (dont : logements RCR26a, bâtiments publics, entreprises, autres)</b><br>(Indicateur de résultat) |  |
|---|--|
| <b>Cible que la Région doit atteindre en 2029</b>   | 29 669 MWh <sub>EP</sub> par an<br>Dont 13 325 MWh <sub>EP</sub> /an pour les logements  |
| <b>Unité :</b>  | MWh par an en énergie primaire   |
| <b>Définition de l'indicateur :</b>   | L'indicateur RCR26 correspond à la consommation totale d'énergie primaire annuelle des bâtiments de logements pris en charge en MWh <sub>EP</sub> /an avant et après travaux. Il est déterminé à partir de l'étude thermique réglementaire sous réserve que celle-ci reflète les travaux effectivement mis en œuvre. Il est donc impératif de prévoir d'actualiser si besoin l'étude RT selon les travaux effectivement mis en œuvre et de s'assurer qu'elle présente la $Cep_{initial}$ , la $Cep_{projet}$ sans production photovoltaïque le cas échéant et ce sur chaque bâtiment de logements concerné par l'opération. A noter que cet indicateur doit être renseigné avant (valeur de référence) et après travaux (valeur prévisionnelle).   |
| <b>Méthode de calcul :</b><br><br>Voir exemple en ANNEXE II - Exemple de calcul pour les indicateurs  | <i>Attention, l'unité requise pour cet indicateur est le MWh<sub>EP</sub>/an. Les données de consommation en énergie primaire figurant sur l'étude RT sont exprimées en kWh<sub>EP</sub>/m<sup>2</sup>.an.</i><br><br><b>La valeur référence</b> (avant travaux) à renseigner est la consommation d'énergie primaire initiale ( $Cep_{initial}$ ) figurant dans l'étude RT exprimée en kWh <sub>EP</sub> /m <sup>2</sup> .an multipliée par la surface utilisée pour son calcul exprimée en m <sup>2</sup> et divisée par 1000.<br><br><b>La valeur prévisionnelle ou réalisée</b> (après travaux) à renseigner est la consommation d'énergie primaire projet ( $Cep_{projet}$ ) figurant dans l'étude RT kWh <sub>EP</sub> /m <sup>2</sup> .an multipliée par la surface utilisée pour son calcul exprimée en m <sup>2</sup> et divisée par 1000. |

|  |   |
|--|---|
|  | <p>Dans le cas de plusieurs bâtiments : il s'agit de sommer les valeurs calculées pour chaque bâtiment selon la méthode exposée ci-dessus.</p> <p>Nota : concernant cet appel à projets, la sous-catégorie d'indicateur <b>RCR26a</b> relative aux logements sociaux devra également être renseignée avec les mêmes valeurs que le RCR26.</p> |
| <b><u>Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention :</u></b> | Dernière étude thermique RT effectuée à date du dépôt de candidature pour chaque bâtiment de logements composant le projet.   |
| <b><u>Pièces justificatives à fournir au moment de la valorisation (solde) :</u></b>           | Pour être comptabilisé pour cet indicateur, votre projet doit avoir été réalisé et vous devez renseigner l'indicateur de résultat et fournir après travaux de rénovation une étude thermique RT actualisée pour chaque bâtiment de logements concerné par le projet.  |

| <b>RCR29 – Emission estimées de gaz à effet de serre</b><br>(Indicateur de résultat)                        |  |
|---|--|
| <b><u>Cible que la Région doit atteindre en 2029</u></b>  | 3837 teqCO <sub>2</sub> /an<br>Dont 1 113 teqCO <sub>2</sub> /an pour les logements  |
| <b><u>Unité :</u></b>   | teqCO <sub>2</sub> /an   |
| <b><u>Définition de l'indicateur :</u></b>  | L'indicateur RCR29 correspond à l'estimation des émissions de gaz à effet de serre annuelles avant et après travaux, basées respectivement sur la $Cep_{initial}$ et la $Cep_{projet}$ issues de l'étude thermique réglementaire.  |
| <b><u>Méthode de calcul :</u></b><br><br>Voir exemple en ANNEXE II - Exemple de calcul pour les indicateurs | <p><i>Attention, l'unité requise pour cet indicateur est la teqCO<sub>2</sub>/an. La valeur de l'étiquette des émissions de GES est exprimée en kgeqCO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.an dans l'étude RT.</i></p> <p><b>La valeur référence</b> (avant travaux) à renseigner est la valeur de l'étiquette des émissions de GES, basée sur la <math>Cep_{initial}</math> issue de l'étude RT, en kgeqCO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.an, multipliée par la surface utilisée pour son calcul exprimée en m<sup>2</sup> et divisée par 1000.</p> <p><b>La valeur prévisionnelle ou réalisée</b> (après travaux) à renseigner est la valeur de l'étiquette des émissions de GES, basée sur la <math>Cep_{projet}</math> issue de l'étude RT, en kgeqCO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.an, multipliée par la surface utilisée pour son calcul en m<sup>2</sup> et divisée par 1000.</p> <p>Dans le cas de plusieurs bâtiments : il s'agit de sommer les valeurs calculées pour chaque bâtiment selon la méthode exposée ci-dessus.</p> |

|  |  |
|--|--|
| <b><u>Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention :</u></b> | Dernière étude thermique RT effectuée à date du dépôt de candidature pour chaque bâtiment de logements composant le projet indiquant le niveau d'émission de gaz à effet de serre avant et après travaux.  |
| <b><u>Pièces justificatives à fournir au moment de la valorisation (solde) :</u></b>           | Pour être comptabilisé pour cet indicateur, votre projet doit avoir été réalisé et vous devez renseigner l'indicateur de résultat et fournir après travaux de rénovation une étude thermique RT actualisée pour chaque bâtiment de logements concerné par le projet. |

Un exemple est disponible en **ANNEXE II - Exemple de calcul pour les indicateurs**.

## 8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat et au Guide du bénéficiaire pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables

### ➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers

La date de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publiée sur le site Internet : <http://europe.maregionsud.fr/>

L'information est disponible sur la page dédiée au présent appel à projets.

### ➤ 8.2 Le portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante : [E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](#)

### ➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie.
- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie.
- Le dossier de demande de subvention (comprenant la lettre d'engagement qui sera extrait de e-Synergie) accompagné des annexes obligatoires suivantes à compléter :
  - Annexe 1 Plan de financement
  - Annexe 2 Description détaillée du projet
  - Annexe 3 Principes horizontaux
  - Annexe 4 Indicateurs
  - Annexe 5 Tableau d'absence de surcompensation
- La grille des pièces à joindre à compléter comportant plusieurs onglets :
  - Onglet 1\_PIECES COMMUNES listant les pièces obligatoires à la recevabilité du dépôt de candidature
  - Onglet 2.1\_PIECES ADM listant les pièces administratives
  - Onglet 2.2\_PIECES SPEC. AAP listant les pièces spécifiques à l'appel à projets
  - Onglet 3\_RESSOURCES PREV listant les documents relatifs au financement du projet
- Le modèle de lettre d'intention de cofinancement public (si le cofinancement ne donne pas encore lieu à signature de convention).
- La foire aux questions accompagnant le tableau d'absence de surcompensation.

### ➤ 8.4 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter sur la base de la fiche d'accompagnement relative à la priorité 2 disponible sur le site [Fiches de demande d'accompagnement - Europe en Région Sud \(maregionsud.fr\)](https://maregionsud.fr/fiches-de-demande-d'accompagnement-europe-en-region-sud).

**Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Direction des Affaires Européennes

Service Transition Juste Ecologique et Energétique

[federOS2@maregionsud.fr](mailto:federOS2@maregionsud.fr) en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

## 9. LES MODALITES DE SELECTION

### ➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- Avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- Être accompagné par :
  - La lettre d'engagement générée dans e-Synergie datée et signée ainsi que le document attestant de la capacité du signataire à représenter la structure ou le représentant légal,
  - Les annexes obligatoires à la demande de subvention (Annexes 1 à 5) dûment complétées.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

### ➤ 9.2 Instruction

La Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de Gestion procède à l'instruction des dossiers sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaires.

L'instructeur examine dans un premier temps la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés dans l'appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font ensuite l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'instructeur attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant au bloc de critères Qualité et pour chacun des critères de sélection répondant au bloc de critères Performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque bloc de critères, c'est-à-dire Qualité et Performance.

Ces notes sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

Enfin, l'instructeur émet un avis motivé :

- ✓ **Une demande ayant obtenu au minima la moyenne sur chaque bloc de critères de sélection reçoit un avis favorable**
- ✓ Une demande ayant obtenu la moyenne uniquement sur un bloc de critères de sélection reçoit un avis défavorable

L'instructeur s'assure également du respect des montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets.

### ➤ **9.3 Présentation en comité de programmation**

Le comité régional de programmation est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région.

Les dossiers sont présentés en comité régional de programmation pour avis et dans l'ordre suivant :

- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis favorable
- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis défavorable

Les dossiers faisant l'objet d'une reprogrammation sont également présentés pour avis.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

### ➤ **9.4 Décision de l'autorité de gestion**

L'autorité de Gestion décide de la sélection et du rejet des dossiers après l'avis rendu par le comité régional de programmation.

Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention.

Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

## **10. LES MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE**

La possibilité de faire des acomptes et non un solde direct est actuellement à l'étude. Les candidats seront informés des possibilités relatives à l'échéancier de demande de paiement et des conditions à remplir lors de l'instruction de leur dossier.

## 11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). **Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat et dans le guide du bénéficiaire.**

### ➤ 11.1 Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité<sup>4</sup>, toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

- a) la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien ;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à l'opération doivent être conservées pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de Gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

### ➤ 11.2 Respect du droit applicable

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- La législation applicable en matière de marchés publics ;
- La législation applicable en matière d'aides d'État ;
- La prévention des conflits d'intérêts ;
- Les exigences environnementales ;

---

<sup>4</sup> Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- La charte des droits fondamentaux ;
- Le Contrat d'engagement républicain (**concerne les associations et fondations uniquement**).

### ➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention<sup>5</sup>. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que :

- La Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060 ;
- La Région communique sur son projet, son bilan et ses résultats ;
- La Région soit associée à toute opération de communication relative à l'opération.

### ➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération

Tout bénéficiaire doit disposer d'une **comptabilité séparée** ou de **codes comptables appropriés** pour toutes les transactions relatives à l'opération.

## 12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

### ➤ 12.1 Respect de la confidentialité

L'Autorité de Gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

### ➤ 12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

---

<sup>5</sup> Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n ° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'état sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'état sur lequel se fonde l'aide attribuée.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : [dpd@maregionsud.fr](mailto:dpd@maregionsud.fr).

## **ANNEXES**

## ANNEXE I - Etude règlementaire thermique (règlementation RT Existant)

Une étude RT est attendue **pour chaque bâtiment**, si le site considéré en comporte plusieurs, afin de vérifier le niveau de performance énergétique attendue par le présent appel à projet.

Cette dernière devra comporter les indications suivantes :

- Le logiciel utilisé,
- Les hypothèses considérées, notamment la surface considérée pour les calculs (initiale et projetée), les caractéristiques du bâti (y compris brise-soleil) et des équipements projetés **reflétant le programme de travaux retenu** (cette étude devra être actualisée en phase d'instruction de la demande d'aide, si le projet avait évolué depuis le dépôt)
- Les consommations conventionnelles d'énergie primaire de l'état initial ( $Cep_{initial}$ ), du projet après travaux ( $Cep_{projet}$ ) **sans considérer la production locale d'électricité le cas échéant**
- Les émissions de gaz à effet de serre avant et après travaux
- Les étiquettes énergétique et d'émission de gaz à effet de serre avant/après rénovation selon le  $Cep_{initial}$  et  $Cep_{projet}$  selon l'étiquette énergétique correspondant aux bâtiments de logements collectifs en vigueur

### Les valeurs des coefficients a et b en fonction des zones climatiques et de l'altitude :

- Les zones climatiques par départements :

|    | Département             | Zones climatiques |
|----|-------------------------|-------------------|
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | H2d               |
| 05 | Hautes-Alpes            | H1c               |
| 06 | Alpes-Maritimes         | H3                |
| 13 | Bouches-du-Rhône        | H3                |
| 83 | Var                     | H3                |

- Valeur du coefficient a :

| Zones climatiques | Coefficient a |
|-------------------|---------------|
| H1c               | 1,2           |
| H2d               | 0,9           |
| H3                | 0,8           |

- Valeur du coefficient b :

| Altitude                  | Coefficient b |
|---------------------------|---------------|
| $\leq 400$ m              | 0             |
| $> 400$ m et $\leq 800$ m | 0,1           |
| $> 800$ m                 | 0,2           |

## ANNEXE II - Exemple de calcul pour les indicateurs

Extrait d'une étude RT :

Surface utilisée pour le calcul de la  $Cep_{initial}(m^2)$

Surface utilisée pour le calcul de la  $Cep_{projet}(m^2)$

### Résultats principaux Th-C-E ex

Conformité du bâtiment selon le moteur : 1.0.3

| Condition            | Satisfaite | Bâtiment             | Usage               | SHONit (m²)       | SHONproj. (m²)    | Surf. utile (m²)  |
|----------------------|------------|----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Cep_p <= Cepmax      | OUI        | BAT A APRES TRAVAUX  | résidentiel         | 1839.00           | 1896.89           | 1462.44           |
| Ceprojet <= Cepréf   | OUI        | UBâtinit (W/m².K)    | UBâtproj (W/m².K)   | UBâtref (W/m².K)  | UBâtbase (W/m².K) | UBâtmax (W/m².K)  |
| UBât <= UBâtmax      | OUI        | 2.441                | 0.664               | 0.940             | 0.940             | 1.175             |
| Garde-fous conformes | OUI        | Cepinit (Kwhep/m²)   | Ceprojet (Kwhep/m²) | Cepref (Kwhep/m²) | Cep_p (Kwhep/m²)  | Cepmax (Kwhep/m²) |
| Tic conforme         | OUI        | 106.14               | 35.30               | 73.03             | 27.96             | 80.00             |
| Bâtiment conforme    |            | Gain Cepproj/Cepinit | Gain Cepproj/Cepref | Gain Cep_p/Cepmax | Gain UBât/UBâtref | Gain UBât/UBâtmax |
|                      |            | -                    | 51.67 %             | 65.05 %           | 29.43 %           | 43.54 %           |

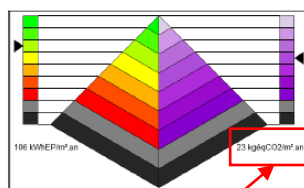
Comparatif des déperditions (W/K)

|           | Enveloppe (a) | Ventilation (b) | Ventilation et perméabilité (c) | Total (a+c) |
|-----------|---------------|-----------------|---------------------------------|-------------|
| initial   | 4378.283      | 596.676         | 988.412                         | 5366.695    |
| projet    | 1022.133      | 210.170         | 603.289                         | 1625.422    |
| référence | 1448.372      | 13.784          | 687.195                         | 2135.568    |

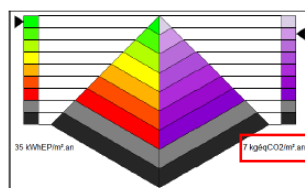
Comparatif des consommations en énergie primaire (kWhep/m²)

|           | Chauffage | Refruid. | ECS    | Ventil. | Aux.  | Eclair. | PhotoV. | Total   |
|-----------|-----------|----------|--------|---------|-------|---------|---------|---------|
| initial   | 73.516    | 0.000    | 24.264 | 0.000   | 2.185 | 6.173   | 0.000   | 106.138 |
| projet    | 4.434     | 0.000    | 23.523 | 1.726   | 0.301 | 5.314   | 0.000   | 35.299  |
| référence | 15.808    | 0.000    | 43.571 | 6.517   | 1.355 | 5.782   | 0.000   | 73.033  |

Etiquettes énergétiques indicatives (avant et après travaux) - Histogramme des consommations (kWhep/m²)



Emission de  $GES_{initial}$  (kgéqCO2/m².an)



$Cep_{projet}(kWh_{EP}/m^2 \cdot an)$

$Cep_{initial}(kWh_{EP}/m^2 \cdot an)$

Emission de  $GES_{projet}$  (kgéqCO2/m².an)

### Indicateur RCR26 :

La **valeur référence** (avant travaux) à renseigner est la consommation d'énergie primaire initiale ( $Cep_{initial}$ ) figurant dans l'étude RT exprimée en  $kWh_{EP}/m^2 \cdot an$  multipliée par la surface utilisée pour son calcul exprimée en  $m^2$  et divisée par 1000.

C'est-à-dire :

$$\frac{Cep_{initial}(kWh_{EP}/m^2 \cdot an) \times Surface\ utilisée\ pour\ le\ calcul\ de\ la\ Cep_{initial}(m^2)}{1000 \left( \frac{kWh}{MWh} \right)}$$

Soit dans cet exemple :

$$\frac{106,138 \times 1839}{1000} = 195,19 MWh_{EP}/an$$

La **valeur prévisionnelle ou réalisée** (après travaux) à renseigner est la consommation d'énergie primaire projet ( $Cep_{projet}$ ) figurant dans l'étude RT  $kWh_{EP}/m^2 \cdot an$  multipliée par la surface utilisée pour son calcul exprimée en  $m^2$  et divisée par 1000.

C'est-à-dire :

$$\frac{Cep_{projet}(kWh_{EP}/m^2 \cdot an) \times Surface\ utilisée\ pour\ le\ calcul\ de\ la\ Cep_{projet}(m^2)}{1000 \left( \frac{kWh}{MWh} \right)}$$

Soit dans cet exemple :

$$\frac{35,299 \times 1896,89}{1000} = 66,96\ MWh_{EP}/an$$

Si plusieurs bâtiments :

Somme des consommations en énergie primaire pour chaque bâtiment calculé selon la méthode exposée ci-dessus.

#### **Indicateur RCR29 :**

**La valeur référence** (avant travaux) à renseigner est la valeur de l'étiquette des émissions de GES, basée sur la  $Cep_{initial}$  issue de l'étude RT, en  $kgeqCO_2/m^2 \cdot an$ , multipliée par la surface utilisée pour son calcul exprimée en  $m^2$  et divisée par 1000.

C'est-à-dire :

$$\frac{Emissions\ de\ GES_{initial}(kgeqCO_2/m^2 \cdot an) \times Surface\ utilisée\ pour\ le\ calcul\ de\ la\ Cep_{initial}(m^2)}{1000 \left( \frac{kg}{t} \right)}$$

Soit dans cet exemple :

$$\frac{23 \times 1839}{1000} = 42,30\ teqCO_2/an$$

**La valeur prévisionnelle ou réalisée** (après travaux) à renseigner est la valeur de l'étiquette des émissions de GES, basée sur la  $Cep_{projet}$  issue de l'étude RT, en  $kgeqCO_2/m^2 \cdot an$ , multipliée par la surface utilisée pour son calcul en  $m^2$  et divisée par 1000.

C'est-à-dire :

$$\frac{Emissions\ de\ GES_{projet}(kgeqCO_2/m^2 \cdot an) \times Surface\ utilisée\ pour\ le\ calcul\ de\ la\ Cep_{projet}(m^2)}{1000 \left( \frac{kg}{t} \right)}$$

Soit dans cet exemple :

$$\frac{7 \times 1896,89}{1000} = 13,28 \text{ } teqCO_2/an$$

Si plusieurs bâtiments :

Somme des émissions de gaz à effet de serre pour chaque bâtiment calculé selon la méthode exposée ci-dessus.

### ANNEXE III – Simulation Thermique Dynamique (STD)

Le rapport de la STD devra comporter a minima les éléments suivants :

- Le logiciel utilisé
- Les hypothèses de simulation :
  - Le fichier météo considéré
  - Le zonage :  
la STD devra permettre d'identifier et localiser sur plans les locaux considérés dans la simulation. Dans le cas où les résultats ne seraient établis que pour certaines pièces, une justification sera fournie pour en expliquer la représentativité de l'ensemble des pièces du bâtiment.
  - les scénarii d'occupation associés,
  - les caractéristiques du bâti
  - les équipements projetés
- **Les résultats pour chaque scénario considéré détaillant les solutions envisagées permettant d'apprécier le niveau de confort d'été sans climatisation**